



Frais d'accréditation

CERT REF 06 - Révision 12

LA VERSION ELECTRONIQUE FAIT FOI





SOMMAIRE

1. OBJET	3
2. REFERENCES ET DEFINITIONS	3
2.1. Références	3
2.2. Définitions	3
3. DOMAINE D'APPLICATION	3
4. MODALITES D'APPLICATION	3
5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE	3
6. FRAIS LIES AU PROCESSUS D'ACCREDITATION	4
6.1. Frais d'instruction de demande	4
6.2. Frais liés à l'évaluation	5
6.3. Redevance	8
7. FRAIS LIES A DES OPERATIONS SPECIFIQUES	9
7.1. Vérification du traitement des écarts	9
7.2. Analyse de changements	9
7.3. Demande de levée de suspension volontaire	10
7.4. Evaluations particulières	10
7.5. Légalisation de signature	10
7.6. Demande de traduction de document d'accréditation	10
8. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT	10
8.1. Instruction des demandes	10
8.2. Evaluation	11
8.3. Redevance	11
8.4. Vérification du traitement des écarts	11
8.5. Autres facturations	11
8.6. Conditions particulières concernant les organismes basés à l'étranger	11
9. TARIFS	11



1. OBJET

Ce document a pour objet de définir les modalités selon lesquelles les organismes certificateurs, ci-après dénommés organismes, candidats à l'accréditation ou déjà accrédités par la section « Certifications » du Cofrac, participent financièrement au fonctionnement du processus d'accréditation mis en œuvre par le Cofrac.

2. REFERENCES ET DEFINITIONS

2.1. Références

Ce document fait référence aux documents suivants :

- CERT REF 05, GEN REF 06 et CERT REF 60 : Règlements d'accréditation
- CERT REF 07 : Tarifs
- CERT CPS INF 02 : nomenclature des activités d'accréditation
- CERT CEPE INF 07 : nomenclature des activités d'accréditation
- GEN CPTA PROC 01 : Remboursement des frais de déplacement
- GEN PROC 03 : Suspensions, résiliations et retraits
- GEN PROC 10 : Conditions d'accréditation des organismes multisites, organisés en réseau, gérant un laboratoire commun au sein d'un GHT ou mettant en commun des moyens
- GEN PROC 20 : Situations à signaler au Cofrac et transfert d'accréditation

2.2. Définitions

Les définitions des principales notions utilisées dans le présent document figurent dans le document GEN INF 17.

3. DOMAINE D'APPLICATION

Ce document s'applique à tous les organismes candidats à l'accréditation ou ayant signé une convention avec le Cofrac, pour les activités gérées par la section « Certifications ».

4. MODALITES D'APPLICATION

Ce document est applicable à compter du 01/01/2026.

5. MODIFICATIONS APPORTEES A L'EDITION PRECEDENTE

Les modifications sont marquées par un trait vertical dans la marge.

Elles portent sur la mise à jour du vocabulaire, en lien avec le règlement GEN REF 06 et son annexe CERT REF 60.



6. FRAIS LIES AU PROCESSUS D'ACCREDITATION

Ces frais se répartissent en trois catégories :

1. Les frais d'instruction de dossier ;
2. Les frais liés à l'évaluation ;
3. La redevance annuelle.

Les frais d'instruction sont notamment destinés à couvrir les ressources engagées pour l'enregistrement de la demande, la constitution et l'examen du dossier.

Les frais liés à l'évaluation couvrent la préparation des évaluations par le Cofrac, la rémunération de l'équipe d'évaluation, les frais logistiques engagés, les éventuels frais de traduction, et les ressources engagées pour le traitement du rapport d'évaluation et la notification de la décision d'accréditation.

Les frais de redevance sont destinés à couvrir les différentes opérations nécessaires au maintien d'un niveau de service d'accréditation afin de satisfaire tous les acteurs économiques concernés, duquel découle le droit d'usage de la marque Cofrac.

Les opérations évoquées sont notamment :

- la gestion des instances participant au fonctionnement du Cofrac ;
- la gestion des qualifications des évaluateurs ;
- la participation aux travaux de normalisation et autres représentations aux niveaux national et international ;
- la collaboration internationale en vue de l'harmonisation des pratiques entre organismes d'accréditation et du maintien du Cofrac en tant que signataire des accords de reconnaissance ;
- la surveillance de l'utilisation et la protection de la marque Cofrac

6.1. Frais d'instruction de demande

6.1.1. Généralités

Ces frais sont facturés lors de l'examen des demandes d'accréditation initiale et d'extension d'accréditation, pour tout type d'extension.

Ils sont dus dès lors que la demande d'accréditation a été formulée auprès du Cofrac et prise en compte par la section. Ils restent acquis au Cofrac, quelles que soient les suites données à l'instruction (décision de recevabilité ou abandon éventuel du demandeur).

Les frais d'instruction varient suivant la nature et le volume d'informations et documents examinés.

Des frais forfaitaires de "recevabilité simple" sont appliqués, sauf dans les cas suivants où des frais forfaitaires de "recevabilité approfondie" sont appliqués :

- les demandes d'extension au sein d'un domaine technique déjà accrédité, pour lesquels l'évaluation documentaire permet l'octroi de l'accréditation ;
- les demandes d'accréditation initiales ou d'extension à un nouveau domaine technique pour lesquels la décision de recevabilité de la demande conditionne le droit d'exercer l'activité de certification.

En cas de demande simultanée pour plusieurs domaines techniques, tels que définis dans les documents CERT CPS INF 02 et CERT CEPE INF 07 et correspondant aux cas ci-dessus, les frais d'instruction sont facturés pour chaque domaine technique, selon le degré de recevabilité associé.



Par ailleurs, lorsque la demande d'accréditation initiale ou d'extension nécessite l'analyse du programme de certification objet de la demande d'accréditation, afin d'en vérifier la compatibilité avec le dispositif d'accréditation concerné, des frais d'analyse du programme de certification sont dus, et s'appliquent pour chaque programme objet de la demande.

Lorsqu'une demande d'accréditation concerne une activité qui a nécessité une étude préalable par le Cofrac, la recherche d'évaluateurs techniques ou la création d'un nouveau document d'exigences spécifiques, des frais d'instruction forfaitaires additionnels aux frais d'instruction initiale ou d'extension, sont facturés à tous les candidats à l'accréditation, à l'exception du/des demandeur(s) initial(aux) du développement, pendant les 2 ans suivant l'ouverture de l'activité à l'accréditation. Les activités concernées sont identifiées dans les documents de nomenclature CERT CPS INF 02 et CERT CEPE INF 07.

La programmation des évaluations de surveillance, des réévaluations et des évaluations complémentaires ne génère pas de frais d'instruction.

6.1.2. Instruction des demandes pour une nouvelle activité d'accréditation

Lorsque la demande d'accréditation concerne une activité non encore ouverte à l'accréditation, une participation financière au développement peut être exigée. Ces frais additionnels dépendent de l'importance du développement à réaliser par le Cofrac pour traiter la demande et font l'objet d'un devis.

Les activités ouvertes à l'accréditation sont définies dans les documents d'information CERT CPS INF 02 et CERT CEPE INF 07.

6.1.3. Instruction des demandes de prise en compte d'une mise en commun des moyens

Lorsqu'un organisme demande que dans le cadre de ses évaluations il soit tenu compte d'une mise en commun de moyens (cf. conditions prévues par le document GEN PROC 10), des frais liés à l'étude de recevabilité de cette demande et à la mise en place du cadre spécifique d'évaluation sont facturés. Ils font l'objet d'un devis.

6.1.4. Modalités particulières

Une demande de passage en portée flexible fait l'objet de frais d'instruction correspondant à une recevabilité d'extension approfondie.

6.2. Frais liés à l'évaluation

6.2.1. Préparation des évaluations par le Cofrac

La préparation des évaluations par le Cofrac occasionne des frais. Les frais facturés sont proportionnels aux frais d'évaluation.

6.2.2. Evaluations réalisées par le Cofrac en France (départements et territoires hors métropole inclus)

Les frais d'évaluation sont fonction de la durée d'intervention, de la qualification et du nombre d'évaluateurs ou experts techniques impliqués.

La durée d'intervention est un multiple d'1/2 journée. Toute demi-journée entamée est facturée. Dans le cas particulier où la durée totale de l'évaluation sur site est d'1/2 journée, la journée complète est facturée.

Dans le cas où l'évaluation se déroule en langue étrangère, les modalités du § 6.2.3.1 s'appliquent.



Lorsque l'intervention d'un expert ou évaluateur étranger est requise, et si les frais d'intervention de cet expert ou évaluateur sont supérieurs à ceux associés au tarif défini dans les documents « Tarifs » (CERT REF 07), le surcoût fait l'objet d'un devis et est facturé à l'organisme.

Les frais inhérents à l'encadrement d'un expert technique par un accompagnateur sont à la charge financière de l'organisme s'il n'existe pas d'évaluateur qualifié par le Cofrac pour la compétence à évaluer ne présentant pas de conflit d'intérêts avec l'organisme. L'intervention de l'accompagnateur est alors facturée au temps passé, au tarif applicable aux responsables d'évaluation.

Les frais inhérents à la participation d'observateurs, d'évaluateurs en formation ou de superviseurs, à la demande du Cofrac, ne sont pas à la charge financière de l'organisme.

Aux frais d'évaluation s'ajoutent, pour les évaluations sur site, les frais logistiques engagés par l'équipe d'évaluation à l'occasion du déplacement : frais de transport, d'hébergement et de restauration.

Ces frais sont répercutés aux organismes sur la base des frais réels engagés par les évaluateurs, conformément au document général GEN CPTA PROC 01 définissant les plafonds admissibles (les justificatifs sont transmis au Cofrac par les évaluateurs).

NB : Il est admis que les organismes assument directement ces frais (en se chargeant par exemple pour les évaluateurs de la réservation et du règlement des billets de transport, et des frais d'hébergement et de restauration), en respectant au mieux les conditions spécifiées dans le document GEN CPTA PROC 01.

6.2.3. Evaluations réalisées par le Cofrac à l'Etranger

Les frais sont établis comme indiqué au § 6.2.2. En complément de ces frais, une indemnité relative au temps de trajet pour les évaluations sur site, ainsi qu'une adaptation de la durée de l'évaluation, lorsqu'elle se déroule en langue étrangère, est facturée à l'organisme. D'autres frais divers peuvent être facturés au cas par cas. Ils sont précisés ci-dessous.

L'organisation de la traduction si elle est nécessaire et les frais afférents sont à la charge de l'organisme.

6.2.3.1. Durée de l'évaluation

Lorsque l'évaluation se déroule en langue étrangère, sa durée est majorée pour chaque évaluateur comme suit, par comparaison à la durée d'une évaluation en langue française :

- Evaluation de [1 à 2] jours : + 0,5 jour ;
- Evaluation de [3 à 4] jours : + 1 jour ;
- Evaluation de [5 à 6] jours : + 1,5 jour ;
- Evaluation de [7 à 8] jours : + 2 jours ;
- Au-delà : + 0,5 jour par deux jours d'évaluation supplémentaires.

Cette majoration ne s'applique pas aux évaluations d'observation.

6.2.3.2. Frais de déplacement

6.2.3.2.1 Temps de trajet

Quel que soit le pays où l'évaluation a lieu, un complément est facturé pour le temps de trajet.



Ce dernier est composé d'un forfait minimal de 0,5 jour qui, selon le temps de déplacement peut être complété d'un supplément de 0,5 à 1,5 jour.

Pour chaque évaluateur, le temps de déplacement est comptabilisé dans sa globalité (aller & retour) en considérant la seule durée du vol ou du trajet en train (hors liaisons intérieures en France), selon les barèmes suivants :

- Déplacement A/R \geq 8 heures : + 0,5 jour
- Déplacement A/R \geq 12 heures : + 1 jour
- Déplacement A/R \geq 16 heures : + 1,5 jour

Pour chaque évaluateur, le tarif jour applicable est celui correspondant à sa qualification.

6.2.3.2.2 Frais divers

Les frais de visas et les frais médicaux engagés spécifiquement par les évaluateurs du fait du lieu de l'évaluation sont refacturés à prix coûtant.

Note : les éventuels frais pour l'obtention d'un passeport ne sont pas refacturés

6.2.4. Evaluations réalisées par un homologue du Cofrac à l'Etranger

Il s'agit des évaluations à l'étranger confiées à un organisme d'accréditation homologue du Cofrac et signataire des accords de reconnaissance multilatéraux, dans le cadre de l'application de la politique d'accréditation transfrontalière.

Dans cette situation, les frais d'évaluation sont calculés sur la base des frais appliqués par l'organisme d'accréditation qui réalise l'évaluation, auxquels s'ajoutent les frais d'organisation de la sous-traitance de l'évaluation et les frais de traduction en français du ou des rapports d'évaluation, en vue de la prise de décision par le Cofrac.

6.2.5. Supervision de vérificateurs étrangers intervenant en France (règlement EMAS)

Les frais sont constitués de frais d'instruction correspondant à des frais d'instruction d'extension approfondie et de frais d'évaluation.

Pour les supervisions de type 1 et 2, l'évaluation par voie documentaire donne lieu à une facturation sur la base du tarif « frais d'évaluation - Responsable d'évaluation » (cf. §6.2 du CERT REF 07) correspondant au temps passé par la structure permanente ou par un évaluateur pour examiner les documents transmis par l'organisme.

6.2.6. Evaluation documentaire spécifique

Dans certains cas particuliers (indiqués dans les documents d'exigence spécifiques), il peut être réalisé une évaluation documentaire spécifique de référentiels de certification.

Ces frais sont calculés sur la base de la durée nécessaire pour l'expertise, au tarif jour applicable à la prestation d'un responsable d'évaluation. L'organisme est informé au préalable et doit donner son accord avant le début de toute évaluation documentaire.



6.3. Redevance

6.3.1. Redevance annuelle

La redevance annuelle est applicable à tout organisme dont la convention est active au 1er janvier de l'année (que l'attestation d'accréditation soit en vigueur, suspendue ou que sa date de fin de validité soit dépassée).

Son montant se décompose en une partie fixe et une partie variable.

La partie variable est fonction :

- des activités couvertes par l'accréditation ;
- du nombre de sites à l'étranger réalisant des activités essentielles
- pour certains domaines techniques, qui nécessitent un suivi particulier, d'un complément établi forfaitairement (si plusieurs organismes sont concernés, ce montant est partagé entre eux) ou sur la base du nombre de sites certifiés ;

D'autres facteurs sont ajoutés à cette partie variable :

- pour la certification de systèmes de management ou de personnes :
 - o activité de l'organisme : nombre de certificats en vigueur et de sites certifiés pour la certification de systèmes de management, et nombre de certificats en vigueur pour la certification de personnes ;
- pour la certification de produits, procédés ou services
 - o nombre de personnes intervenant dans le processus de certification (directeur, secrétaire, comptable, auditeurs/contrôleurs, y compris ceux intervenant à titre occasionnel...) ramené en équivalent temps plein (ETP) ;

Les modalités de calcul de la redevance sont définies dans le document CERT REF 07.

En cas d'accréditation initiale en cours d'année, une redevance *prorata temporis* est appliquée, calculée comme suit :

Redevance = redevance annuelle x M/12, M étant le nombre de mois entiers restant à courir jusqu'à la fin de l'année civile.

Lorsque l'accréditation a été octroyée sur une nouvelle version de la norme d'accréditation en cours d'année, le montant de la redevance annuelle de l'année suivante est majoré.

La redevance annuelle reste due en intégralité, y compris en cas de réduction de la portée d'accréditation en cours d'année.

6.3.2. Redevance pour extension

Dès lors qu'une extension à un nouveau domaine technique/système ou à un nouveau site est accordée en cours d'année, une redevance complémentaire pour la partie accordée est facturée.

Les modalités de calcul sont celles de la redevance annuelle, la partie variable de la redevance étant basée sur les éléments spécifiques objets de l'extension.

Cette redevance est calculée au *prorata temporis*.



7. FRAIS LIES A DES OPERATIONS SPECIFIQUES

7.1. Vérification du traitement des écarts

La vérification du traitement des écarts est réalisée par voie documentaire ou par évaluation (sur site ou à distance) et occasionne des frais. Ces frais dépendent du mode d'examen des preuves.

7.1.1. Vérification du traitement des écarts par voie documentaire

Les frais de vérification sont applicables pour tout envoi de preuve d'action par l'organisme au Cofrac.

Un montant forfaitaire est appliqué en fonction du nombre d'écarts traité pour chaque domaine technique et par examen de preuves d'action. Ce montant est appliqué par évaluation.

7.1.2. Vérification du traitement des écarts par évaluation complémentaire

Les frais liés à l'évaluation sont définis au § 6.2 et sont à la charge de l'organisme.

7.2. Analyse de changements

7.2.1. Transfert d'accréditation

La demande de transfert de l'accréditation, tel qu'il est défini dans le document GEN PROC 20 (ex : suite à changement de statut, de raison sociale, fusion, scission, etc.) amène le Cofrac à examiner la nouvelle situation et modifier le dossier d'accréditation ou le clôturer pour en ouvrir un nouveau s'il y a lieu.

Les frais associés sont à la charge de l'organisme. Ils comprennent des frais d'examen documentaire, définis sur une base forfaitaire applicable par convention concernée. Dans le cas particulier où le transfert s'accompagne d'une modification de la portée d'accréditation, des frais supplémentaires sont appliqués selon la complexité des modifications envisagées et suivant devis. Ces frais de transfert peuvent être complétés par des frais d'évaluation sur site ou à distance, dans les conditions énoncées au §6.2, lorsque les conclusions de l'examen documentaire justifient la réalisation d'une telle évaluation.

Dès lors que le transfert nécessite la signature d'une convention par l'organisme bénéficiaire du transfert, des frais d'instruction initiale de recevabilité simple ou approfondie, en fonction du ou des domaines techniques objet de la demande de transfert lui sont facturés.

7.2.2. Déménagement d'installations fixes où sont réalisées les activités accréditées

L'analyse du déménagement d'installations fixes où étaient réalisées des activités accréditées fait l'objet d'une facturation. La facturation est établie sur base forfaitaire lorsque l'évaluation de la nouvelle situation peut se faire par examen documentaire. En cas d'évaluation sur site ou à distance, elle se base sur les frais liés à l'évaluation tels que définis au §6.2.

7.2.3. Autres changements

L'analyse d'un changement ou d'une situation non-conforme dont le signalement est prévu dans la procédure GEN PROC 20 fait l'objet de frais d'examen définis sur une base forfaitaire, à l'exception des changements de coordonnées de contact, d'adresse de site internet ou de dénomination de l'organisme.

Ces frais d'examen peuvent être complétés par des frais d'évaluation sur site ou à distance, dans les conditions énoncées au §6.2, lorsque les conclusions de l'examen documentaire justifient la réalisation d'une telle évaluation.

Ces mêmes frais sont applicables pour l'analyse d'un changement :

- de demande d'accréditation dont la portée a déjà été validée par le Cofrac ;



- de la portée accréditée, à l'initiative de l'organisme, à partir du moment où une évaluation est programmée et où une équipe d'évaluation a déjà été proposée par le Cofrac.

7.3. Demande de levée de suspension volontaire

Suivant les termes de la procédure GEN PROC 03, les suspensions d'accréditation volontaires peuvent être levées sur la base de l'examen d'un rapport d'audit interne ou sur la base d'une évaluation (sur site ou à distance) diligentée à cet effet par le Cofrac.

L'examen documentaire fait l'objet de frais forfaitaires dits « de levée de suspension ».

L'évaluation sur site ou à distance fait l'objet de frais tels que définis au §6.2.

7.4. Evaluations particulières

Des événements particuliers peuvent nécessiter une évaluation supplémentaire pour confirmer le maintien de l'accréditation ou pour modifier sa portée. Lorsque l'évaluation est réalisée par examen documentaire, elle fait l'objet de frais forfaitaires. Lorsque l'évaluation est réalisée par évaluation sur site ou à distance, elle occasionne les frais décrits au §6.2. Selon le travail réalisé, l'un et/ou l'autre de ces frais seront facturés.

La transition de l'accréditation vers une nouvelle version d'un référentiel d'accréditation ou de certification fait l'objet d'une évaluation particulière. Lorsqu'une évaluation documentaire est réalisée, elle fait l'objet de frais correspondant à une recevabilité d'extension approfondie. Lorsqu'une évaluation de l'organisme est réalisée, elle occasionne les frais décrits au §6.2. Selon le travail réalisé, l'un et/ou l'autre de ces frais sont facturés.

7.5. Légalisation de signature

Dans le cadre d'une demande de légalisation de signature, des frais sont facturés à l'organisme sur une base forfaitaire (cf. CERT REF 07).

7.6. Demande de traduction de document d'accréditation

La traduction en anglais par le Cofrac de documents d'accréditation, comme les annexes techniques aux attestations d'accréditation, donnent lieu à facturation¹.

Ces opérations sont engagées après acceptation d'un devis proposé à l'organisme.

8. MODALITES DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

Les factures sont payables à 30 jours date de facture.

8.1. Instruction des demandes

La facture concernant les frais d'instruction est adressée à l'organisme en même temps que la convention et ses annexes, ou les avenants à ces documents.

¹ Seules les attestations et annexes techniques traduites intégralement peuvent apparaître sur le site du COFRAC.



8.2. Evaluation

La facture relative à l'évaluation est transmise à l'organisme dès la réalisation de l'ensemble des interventions de l'équipe d'évaluation.

Dans le cas où l'évaluation a été annulée ou ajournée par l'organisme, ou par le Cofrac du fait de l'absence de transmission par l'organisme des documents demandés pour préparer l'évaluation, au plus tard dans les 15 jours précédant la date arrêtée pour l'évaluation, les frais d'évaluation sont dus en intégralité, sauf cas de force majeure. Il en est de même si l'évaluation est annulée ou stoppée par l'organisme après démarrage de l'évaluation.

Dans le cas où l'évaluation a été annulée ou ajournée par l'organisme entre les 16e et 30e jours avant la date arrêtée pour l'évaluation, les frais d'évaluation sont dus à 50%.

8.3. Redevance

La facture de redevance *prorata temporis* est envoyée à l'organisme en même temps que la notification d'accréditation initiale ou d'extension.

Par la suite, la facture de redevance annuelle pour l'année n est envoyée au début de l'année n.

Toute année civile commencée pour laquelle l'organisme a bénéficié de l'accréditation est due intégralement ; aucun remboursement ne peut être revendiqué pour quelque raison que ce soit, y compris la résiliation d'accréditation en cours d'année ou le transfert d'accréditation au bénéfice d'un tiers.

La suspension d'une accréditation ne dispense pas du paiement de la redevance, quelle qu'en soit la durée. Seule la résiliation de la convention met fin au paiement de la redevance annuelle pour l'année suivante.

Tout appel ou plainte formulée auprès du Cofrac ne constitue pas une clause suspensive du paiement de la redevance.

8.4. Vérification du traitement des écarts

La facture concernant les frais de vérification du traitement des écarts est adressée à l'organisme à l'issue de l'examen en question, le cas échéant en même temps que le courrier de notification de la décision prise comme suite aux conclusions de la vérification en question.

8.5. Autres facturations

Les factures concernant les autres frais sont transmises à l'organisme immédiatement après réalisation des travaux correspondants.

8.6. Conditions particulières concernant les organismes basés à l'étranger

Certains pays sont soumis à des réglementations qui prévoient des prélèvements fiscaux sur les prestations de services réalisées par des prestataires étrangers. Pour ces derniers, une majoration des tarifs indiqués dans le document CERT REF 07 sera appliquée.

9. TARIFS

Le document CERT REF 07 fixe les tarifs et les critères de calcul de la redevance. Pour toute demande d'accréditation, le tarif applicable est celui en vigueur au moment de la réalisation de chaque opération exécutée, notamment si l'instruction de la demande s'échelonne sur plus d'une année civile.